

INCLUSION FINANCIÈRE



Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Focus sur Mlle Lalabia Gado Jacqueline, promotrice de Anaïs coiffure

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des produits FNFI", votre journal Togo Matin vous conduit dans la Région ...

PAGE 2

ECONOMIE



Moody's

Le Togo obtient une première note B3

L'agence américaine Moody's a attribué la toute première note au Togo. Elle a donné la note B3 d'émetteur à long terme en devises et monnaie locale au gouvernement de la République du Togo. Selon Moody's ...

PAGE 5

Artisanat

« Miato », enfin la vitrine pour l'artisan togolais

L'un des secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois de l'économie nationale, l'artisanat togolais, peut ...

PAGE 11

Célébration du 14 juillet 2019

Marc Vizy relève d'importantes avancées démocratiques au Togo

Les Français partout dans le monde se sont rappelés l'importance que revêt pour eux la date du 14 juillet : la liberté. Ainsi au Togo, la cérémonie sanctionnant cette célébration a eu lieu à la résidence de l'ambassadeur ...



PAGE 11



21ème session ordinaire des chefs d'Etat de l'Uemoa à Abidjan

La future monnaie unique « Eco », l'écho dominant des échanges

► Le déroulement apaisé des dernières élections au Togo salué

Outre la future monnaie commune à l'espace Cedeao, « Eco » qui a dominé les travaux de la 21ème session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (Uemoa) à Abidjan, le vendredi 12 juillet dernier, il a été également question de la performance de l'économie de la zone portée par l'agriculture ; de la transformation du Conseil régional de l'épargne publique qui devient l'Autorité du Marché de l'Uemoa. Le sommet a applaudi pour les avancées ...

PAGE 3

ANALYSES

Résultats définitifs des municipales, peut-on s'attendre à des surprises avec la Cour suprême ?

Plus d'une semaine après la proclamation des résultats provisoires des élections locales par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), la Cour suprême qui conformément à la loi doit rendre publics les résultats définitifs, entre en scène mercredi prochain. Déjà avant les municipales, l'institution dirigée par le juge Akakpovi Gamatho a été fortement sollicitée. La Cour suprême avait notamment pour responsabilité de veiller à la conformité des dossiers de candidature avec les textes et de les valider. L'on a d'ailleurs vu plusieurs listes tant de l'opposition que du pouvoir et des indépendants invalidées ...

PAGE 3

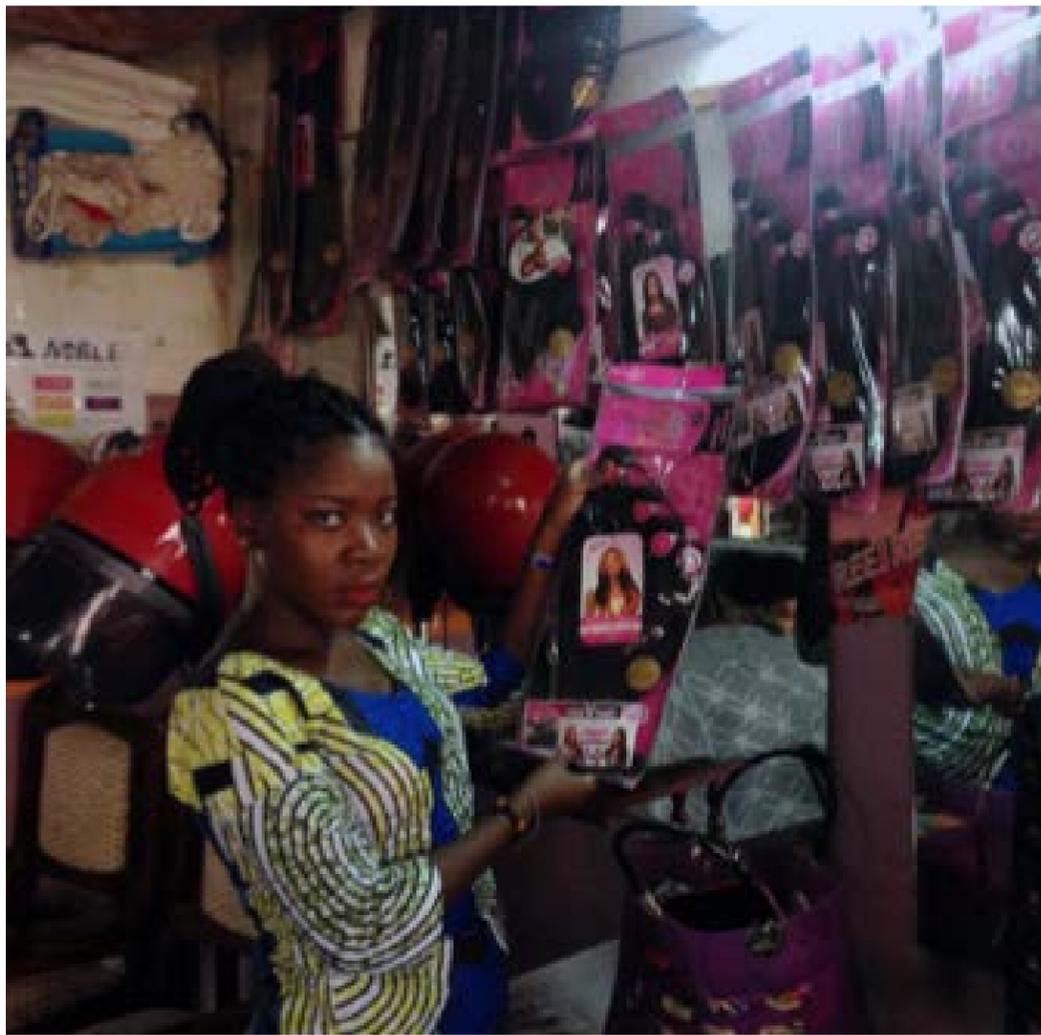


	<p>SOMMAIRE</p> <p>Afrique du Sud /Affaire Gupta Jacob Zuma va s'expliquer devant une commission anticorruption</p>  <p>P4</p>	<p>Agriculture Croissance économique au-delà des prévisions, grâce à la production agricole</p>  <p>P5</p>	<p>Sémassi FC Le bureau exécutif reconstitué, Adoyi Essowavana élu président</p>  <p>P10</p>	<p>CAN 2019 Les leçons à tirer des quarts de finale</p>  <p>P10</p>
---	---	---	--	---

Echos des bénéficiaires des Produits FNFI

Focus sur Mlle Lalabia Gado Jacqueline, promotrice de Anaïs coiffure

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des produits FNFI", votre journal Togo Matin vous conduit dans la Région de la Kara, 420 km au nord de Lomé, pour partager les expériences de Mlle Lalabia Gado Jacqueline, promotrice de Anaïs coiffure, bénéficiaire du produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).



Mlle Lalabia Gado Jacqueline

Le Produit AJSEF vise les jeunes diplômés sans emplois, les jeunes artisans avec à la clé un appui financier devant permettre à ces derniers de démarrer ou de consolider une activité génératrice de revenus. Depuis la mise en œuvre du Produit AJSEF sur le terrain,

des milliers de jeunes de toutes les régions ont eu accès à ce produit qui a induit de nombreux changements dans leur quotidien. Au ombre de ces bénéficiaires, Lalabia Gado Jacqueline, 30 ans résidant à Kara dans la préfecture de la Kozah. " J'ai 30 ans et je suis coiffeuse de formation.

Après l'obtention de mon certificat il ya quelques années, j'éprouvais d'énormes difficultés à m'acheter des kits d'outillage pour démarrer mes activités. Cela constituait des soucis pour moi. En mars 2015, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt la cérémonie de lancement

du Produit Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF). Quelques semaines plus tard, une équipe du FNFI est venue dans la région de la Kara pour animer des émissions de sensibilisation sur les radios locales. Les émissions étant interactives, j'ai appelé et j'ai posé plusieurs questions qui m'ont permis de mieux cerner les contours de ce produit. Certaines de mes amies de bonne foi du quartier et moi nous sommes constituées en groupe solidaire et nous nous sommes rendus auprès de PROMOFINANCE Kara pour nous faire enregistrer. Nous avons suivi tout le processus." Un processus de formation en création de micro entreprise et gestion de crédit indispensable avant tout déblocage de crédit, la formation étant assurée par des Prestataires de Services Techniques. La formation est indispensable afin de doper les capacités des bénéficiaires à mieux rentabiliser leurs activités.

" Après la formation qui je l'avoue était très intéressante, j'ai obtenu un premier crédit de 300.000 F CFA qui m'a permis de louer un petit local, d'acheter des kits de coiffure et de pouvoir monter mon atelier que j'ai baptisé Anaïs Coiffure. Je dois avouer que je me suis installé dans un nouveau quartier ici à Kara et j'ai la chance de

posséder l'un des rares ateliers de coiffure dans ma zone. Ce qui fait que j'ai assez de clientes et je parviens à dégager un bon chiffre d'affaire." Un an plus tard, Jacqueline a soldé le premier crédit qu'elle a reçu et sollicite un second crédit sensé lui permettre de diversifier ses activités. Mais elle n'ignore pas que le second crédit également de 300.000 FCFA est également remboursable sur une période de 12 mois.

" J'ai pu mesurer une fois que j'ai soldé le premier crédit combien le crédit AJSEF m'a permis de prendre mon destin en main et de gagner le pari de mon devenir. Parce que j'ai réussi à rentabiliser le premier crédit que j'ai reçu, j'ai fait la demande pour obtenir le second crédit également de 300.000FCFA. Ce crédit m'a permis d'ajouter à mon activité de coiffure, des activités secondaires telles que la manicure et la pédicure. Comme vous le savez, ce genres d'activités marchent de père. Quelqu'un qui veut se faire belle de la tête veut également avoir des mains et des pieds bien jolis. C'est profitable pour moi d'avoir su allier ses trois composantes." L'expérience de Jacqueline est passionnante et recoupe celles de plusieurs autres jeunes à travers le pays qui ont eux aussi rejoint la dynamique de l'inclusion financière.

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolalkina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

ANALYSES

... Plusieurs voix se sont levées pour dénoncer cette situation, mais le président de la Cour suprême s'est expliqué et a même donné une chance à ceux qui pouvaient régulariser leurs listes invalidées de le faire. Malgré ce moment de flottement, le scrutin du 30 juin 2019 a bel et bien eu lieu. Les regards sont donc à nouveau tournés vers le juge Gamatho et ses

collègues. Les résultats provisoires lui ayant été soumis depuis quelques jours, l'institution semble être presque au bout de son labour. Elle annonce donc la proclamation des résultats provisoires dans 72 h soit le mercredi 17 juillet à 15 h. c'est à travers un communiqué rendu public vendredi dernier que l'information a été portée à l'endroit des Togolais.

A présent se pose une

question importante : pourra-t-on assister à des surprises avec la Cour suprême ? Des changements pourraient-ils intervenir au niveau des sièges obtenus par chaque camp ? En effet, à la suite du scrutin et surtout de la proclamation des résultats, l'opposition qui a été très devancée par le parti au pouvoir a porté plainte contre de présumées irrégularités. Elle annonce d'ailleurs avoir introduit des recours avec des preuves

à l'appui. Ces griefs viennent essentiellement de la Coalition des 14 et de l'Alliance nationale pour le changement (ANC). Il est donc évident que la Cour suprême examinera attentivement tous ces recours et les preuves que la Coalition affirme avoir introduits.

A la suite de cet examen, se pourrait-il que l'opposition obtienne gain de cause ? Nul ne saurait le dire, seule la Cour en a l'indiscrétion

et dans quelques jours nous saurons ce qu'il en sera. Il faut préciser que tous les camps, même celui au pouvoir, pourraient s'attendre à des réparations de la part de la Cour suprême. Le mercredi prochain donc, rassemblés au siège de l'institution, les représentants des partis politiques, regroupements et indépendants connaîtront leur sort définitif.

Edem Dadzie

21ème session ordinaire des chefs d'Etat de l'Uemoa à Abidjan

La future monnaie unique « Eco », l'écho dominant des échanges

► Le déroulement apaisé des dernières élections au Togo salué

Outre la future monnaie commune à l'espace Cedeao, « Eco » qui a dominé les travaux de la 21ème session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (Uemoa) à Abidjan, le vendredi 12 juillet dernier, il a été également question de la performance de l'économie de la zone portée par l'agriculture ; de la transformation du Conseil régional de l'épargne publique qui devient l'Autorité du Marché de l'Uemoa. Le sommet a applaudi pour les avancées démocratiques au sein de l'union et annoncé un sommet extraordinaire sur le terrorisme en septembre à Ouagadougou. Le présent Faure Gnassingbé était du rendez-vous, aux côtés de ses pairs.

Beaucoup d'observateurs ont misé sur la monnaie unique de la Cedeao comme principal sujet de discussions, à la 21e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (Uemoa). Et ils n'ont pas eu tort. Au terme des travaux, auxquels ont pris les chefs d'Etat de l'Union et le Premier ministre bissau-guinéen, le président de la Commission de l'Uemoa, M. Abdallah Boureima, au nom des chefs de l'Etat, déclaré de l'Union à voir se concrétiser le projet de l'Eco, la monnaie unique de la Cedeao, au plus tard en janvier 2020. Dans la droite ligne des conclusions du sommet de la Cedeao à Abuja fin 29 juin dernier, les chefs d'Etat de l'Uemoa ont approuvé l'approche graduelle concernant la mise en œuvre de cette monnaie avec les pays qui respectent les critères de convergence. En d'autres mots, les autres pays pourront rejoindre la zone monétaire ultérieurement. La Conférence, en a profité pour saluer les « les progrès réalisés par l'ensemble des pays de

l'Uemoa et les exhorte à poursuivre les réformes en vue de respecter les critères de convergence pour l'adoption de l'Eco ». Toute chose qui pourrait épouser les modalités de mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), dont la phase opérationnelle a démarré à l'issue de la conférence l'Union Africaine, le 07 juillet 2019 à Niamey.

En ce qui concerne la revue annuelle des réformes politiques, programmes et projets communautaires, il a été précisé que le taux global de mise en œuvre est de 69% en 2018, contre 62% en 2017.

S'agissant du Président de la Communauté de Solidarité (PCS), le taux est maintenu à 0,80%, il sert à financer les programmes régionaux de développement et de sécurité.

Quand l'agriculture incarne le symbole de performance de l'Uemoa

Dans un autre registre, il a été question des performances économiques au de l'Union. L'honneur a ainsi échu M. Romuald



Faure Gnassingbé à son arrivée à l'aéroport d'Abidjan ce vendredi 12 Juillet, saluant plusieurs personnalités

Wadagni, le ministre béninois de l'Economie et des Finances et président du conseil des ministres de l'Uemoa, de révéler que pour la 7ème fois consécutive, l'activité économique au sein de la zone est restée au-delà de 6,0%. « Cet exploit est porté par le renforcement de la production agricole et à la bonne tenue des activités dans les tous les secteurs et le taux d'inflation est en moyenne à 0,9% en 2018 contre 1,1% en 2017 », a-t-il souligné.

Les avancées démocratiques, dont les

dernières élections au Togo, saluées

Le président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union s'est félicité de « l'enracinement » de la démocratie dans les pays membres. Dans son adresse, à l'ouverture de la 21e session de cette conférence, il s'est appuyé sur les différentes élections présidentielles et législatives dans certains pays membres, pour rendre un vibrant hommage aux acteurs politiques du fait de leur « maturité politique ».

Pour le Chef de l'Etat ivoirien, cet état de fait

contribue fortement à « l'enracinement démocratique au sein de l'espace Uemoa ». C'est pourquoi, au nom de ses pairs, il a saisi la tribune de cette rencontre « pour adresser ses vives félicitations au Président Macky Sall ». Il aussi dans le même esprit abordé les élections législatives qui se sont déroulées dans trois autres pays de l'Union à savoir, le Bénin, Guinée-Bissau et Togo. Pour lui, c'est un bon présage que les pays où se dérouleront des élections, l'année ...

21ème session ordinaire des chefs d'Etat de l'Uemoa à Abidjan

Suite de la page 3

La future monnaie unique « Eco », l'écho dominant des échanges

... prochaine, resteront stables.

Un sommet extraordinaire sur le terrorisme en septembre à Ouaga

Les chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest se réuniront le 14 septembre à Ouagadougou pour débattre des questions sécuritaires et envisager une large coalition pouvant transcender le G5 Sahel. L'annonce a été faite par le président Ouattara, au cours de la conférence de presse qui a sanctionné les travaux de cette 21ème session de l'Uemoa. L'idée est de se donner davantage de moyens pour combattre le terrorisme au Sahel.

« Nous avons

convenu d'un sommet extraordinaire de la Cédéao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, 15 pays), le 14 septembre prochain à Ouagadougou pour mieux coordonner nos efforts et (...) prendre toutes les mesures nécessaires pour essayer de combattre le terrorisme », a déclaré Alassane Ouattara, à l'issue d'un sommet des chefs d'Etat de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa, qui regroupe huit pays).

Le sommet de l'Uemoa a « condamné vigoureusement les attaques terroristes récurrentes au Burkina, Mali et Niger », trois pays membres de



Poignée de mains entre Faure Gnassingbé et le président Ouattara

l'organisation. Le président ivoirien a plaidé pour « une synergie, car il ne suffit pas de s'en tenir aux forces conjointes du G5 Sahel (...), mais il faut

que ce soit l'ensemble des pays de la Cédéao, le Tchad et le Cameroun avec nous dans cette coalition ».

Les propositions issues de cette rencontre de

Ouagadougou devraient être présentées à la prochaine Assemblée générale de l'ONU fin septembre.

Dieudonné Korolakina, de retour d'Abidjan

Afrique du Sud /Affaire Gupta

Jacob Zuma va s'expliquer devant une commission anticorruption

Dans ce labyrinthe où s'est engouffré l'ancien chef de l'Etat sud-africain, seules des circonstances miraculeuses pourraient l'en sortir. De scandales en scandales, Jacob Zuma se rend plus populaire qu'il ne l'était sous la présidence. Dans l'affaire des pots de vin avec la famille Gupta, l'ancien chef d'Etat sud-africain est sommé de s'expliquer devant une commission anticorruption ce 15 juillet 2019.

Pour rappel, Jacob Zuma est soupçonné d'avoir accordé illégalement de juteux contrats publics et des avantages indus à une sulfureuse famille d'hommes d'affaires indiens dont il est proche, les Gupta.

Depuis un an, la commission devant laquelle comparait l'ancien président sud-africain, a entendu de nombreux témoignages accablants, notamment, ceux de ministres, élus, hommes d'affaires ou hauts fonctionnaires venus débattre au grand jour les affaires louches de l'ère Zuma (2009-2018).

A titre d'exemple, Un ex-ministre, Mcebisi Jonas, est venu y raconter comment les frères Gupta étaient venus lui proposer en 2015 le maroquin des Finances en échange de son aide pour obtenir des contrats et un pot-de-vin de 600 millions de rands (près de 40 millions d'euros). De son côté, l'actuel ministre des Entreprises publiques Pravin Gordhan a lui aussi réglé ses comptes avec Jacob Zuma en



Jacob Zuma

l'accusant d'avoir « autorisé un climat d'impunité permettant la corruption » et la « capture de l'Etat » par des intérêts privés. Face à ces accablantes révélations, Jacob Zuma aura fort à faire devant cette commission dont l'audition sera retransmise en direct à la télévision. Même s'il n'a jamais reconnu les faits, Jacob Zuma a accepté de répondre à cette convocation, non contraignante, qui prendra fin le vendredi 19 juillet.

Pour le moment, aucune inculpation formelle n'a été retenue jusque-là contre lui. Il est juste poursuivi par la justice sud-africaine que pour l'affaire de pots de vin versés en marge d'un contrat d'armement signé.

T.M.

Afrique/Lutte contre le terrorisme

Un sommet de la Cedeao annoncé pour le 14 septembre à Ouagadougou

Les chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest se réuniront le 14 septembre à Ouagadougou pour débattre des questions sécuritaires et envisager une large coalition au-delà de leur zone pour combattre le terrorisme au Sahel, a annoncé le 12 juillet le président ivoirien, Alassane Ouattara, depuis Abidjan.



« Nous avons convenu d'un sommet extraordinaire de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, 15 pays), le 14 septembre prochain à Ouagadougou pour mieux coordonner nos efforts et (...) prendre toutes les mesures nécessaires pour essayer de combattre le terrorisme », a déclaré Alassane Ouattara, à l'issue d'un sommet des chefs d'Etat de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa, qui regroupe huit pays).

Le sommet de l'Uemoa a « condamné vigoureusement les attaques terroristes récurrentes au Burkina, Mali et Niger », trois pays membres de l'organisation.

Le président ivoirien a plaidé pour « une synergie, car il ne suffit pas de s'en tenir aux forces conjointes du G5 Sahel (...), mais il faut que ce soit l'ensemble des pays de la Cedeao, le Tchad et le Cameroun avec nous dans cette coalition ».

Les propositions issues de cette rencontre de Ouagadougou devraient être présentées à la prochaine Assemblée générale de l'ONU fin septembre.

La force antijihadiste Barkhane mobilise quelque 4 500 militaires dans cinq pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie). Ils luttent contre des attaques qui se sont étendues au

centre et sud du Mali ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger voisins, devenant de plus en plus fréquentes. Le nombre de victimes se chiffre en milliers malgré le déploiement massif de forces de sécurité.

Hormis la Guinée-Bissau représentée par son Premier ministre Aristides Gomes, les présidents des pays membres de l'Uemoa étaient tous présents à ce sommet : Alassane Ouattara, Roch Marc Christian Kaboré, Patrice Talon, Macky Sall, Ibrahim Boubacar Keïta, Faure Gnassingbé, et Mahamadou Issoufou. La population globale de l'Uemoa avoisine les 90 millions d'habitants.

T.M.

Moody's

Le Togo obtient une première note B3

L'agence américaine Moody's a attribué la toute première note au Togo. Elle a donné la note B3 d'émetteur à long terme en devises et monnaie locale au gouvernement de la République du Togo. Selon Moody's, la perspective est stable.



L'agence Moody's a attribué sa première note B3 d'émetteur à long terme en devises et monnaie locale au Togo. Selon elle, quatre principaux facteurs ont permis d'attribuer cette notation au pays. La première est la solidité économique « faible (-) » du pays due à des niveaux de revenu, mais aussi de compétitivité et de diversification, très faibles qui continueront, à moyen terme, à limiter la capacité d'absorption des chocs de l'économie togolaise malgré une croissance soutenue, indique l'agence. Comme deuxième facteur, Moody's évoque une

solidité institutionnelle « très faible » du pays. Selon l'agence, cette solidité institutionnelle est justifiée par des indicateurs de gouvernance internationaux très faibles et des antécédents reflétant une capacité limitée de mise en œuvre des politiques budgétaires, que reflète l'accumulation d'arriérés de paiement et de la dette. « Si le programme du FMI a, ces dernières années, favorisé l'ancrage de la politique budgétaire et économique du Togo, ses institutions demeurent, très fragiles à l'échelle mondiale » précise l'agence.

En troisième position,

l'agence Moody's fait mention d'une solidité des finances publiques « très faible (+) » reflétant une dette publique élevée - 67% du PIB en 2018 - et en forte hausse depuis l'allègement de la dette qui lui a été concédé en 2010. La structure relativement favorable de la dette par monnaie de règlement, contribuant à limiter le risque de change, fait partie aussi de cette évaluation de Moody's.

Pour finir, l'agence parle d'une exposition « modérée (+) » au risque événementiel lié au risque politique à caractère domestique et au risque de liquidité du gouvernement. « Le

premier risque est avant tout celui de perturbations susceptibles d'entraver le bon fonctionnement de l'économie et du gouvernement en cas de montée soudaine de la contestation sociale. Le second est lié à l'importance des besoins de financement bruts - près de 15% du PIB - sachant néanmoins que le Togo bénéficie d'un accès au financement relativement stable et, dans l'ensemble, suffisant », révèle le rapport de Moody's Investors Service. L'ensemble des plafonds pour les dépôts et pour les obligations en monnaie locale et devises est fixé à B3. L'économie togolaise fait partie des plus modestes des pays notés par Moody's avec un PIB nominal de 5 milliards de dollars en 2018. Autre élément évoqué par l'agence de notation, la part du PIB nominal provenant de l'agriculture vivrière est importante (29% en 2017) et le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, à peine inférieur à 2 000 dollars, est faible. Pour Moody's, « l'amélioration du climat des affaires et la reprise modérée des investissements publics dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement favoriseront une accélération de la croissance économique qui devrait ainsi se rapprocher

de sa moyenne historique légèrement supérieure à 5% ».

Perspective stable

Pour l'agence de notation, la perspective est stable. D'après son scénario de référence, Moody's estime que « le gouvernement togolais devrait réduire progressivement son niveau d'endettement et s'appuyer sur des sources externes pour refinancer à long terme d'importantes échéances de dette exigibles, en 2020 et 2021, par les créanciers de l'Uemoa. Cela lui confèrera une certaine résistance face à d'éventuels chocs climatiques, économiques ou financiers ».

Cette notation du Togo pourrait être révisée à la baisse, si « la dette publique du pays repartait à la hausse et/ou si les contraintes de liquidité devaient s'accroître, potentiellement à cause d'une non-diminution des besoins de refinancement », relève l'agence Moody's. Elle ajoute que « d'autres facteurs, tels que d'importants chocs d'origine climatique ou sociopolitique affectant l'économie, pèseraient probablement sur la notation s'ils étaient de nature à entraîner un affaiblissement de la situation budgétaire et/ou de la liquidité ».

Félix Tagba

Agriculture

Croissance économique au-delà des prévisions, grâce à la production agricole

L'économie togolaise a enregistré une croissance au-delà des prévisions. Cette croissance est due à la production agricole du pays. C'est ce qu'indique le rapport 2018 de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao). Alors que cette croissance devait s'établir à 4,8% selon les prévisions des experts, elle atteint plutôt 4,9%.



Vue d'un champ de maïs

Ces chiffres montrent les efforts fournis par les autorités togolaises pour booster l'économie togolaise.

Le pays mène plusieurs réformes qui ont pour objectif d'accélérer la croissance. Faire de l'agriculture un moteur de

croissance, cette ambition du pouvoir public togolais est toujours d'actualité. L'agriculture occupe une part importante dans

l'économie togolaise. Le secteur représente 28% du PIB du pays. Le Togo envisage 5,1% en 2019.

Plusieurs projets sont initiés dans le domaine de l'agriculture. C'est le cas du Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Promifa). Officiellement lancé le 5 juillet dernier avec l'appui du Fonds international de développement agricole (Fida), ce projet s'effectuera sur une période de 6 ans. Il permettra de faciliter un accès durable à des

services financiers et non financiers adaptés aux acteurs des chaînes de valeur agricoles. Le Promifa permettra de créer 40 000 emplois directs en milieu rural dont 10 000 auto-emplois. Il s'agit de l'un des projets phares qui permettra de booster l'agriculture togolaise.

Il faut souligner la reprise de l'économie togolaise ces dernières années avec la stabilité du cadre macroéconomique. L'inflation est maîtrisée à moins de 2% et le déficit budgétaire est réduit.

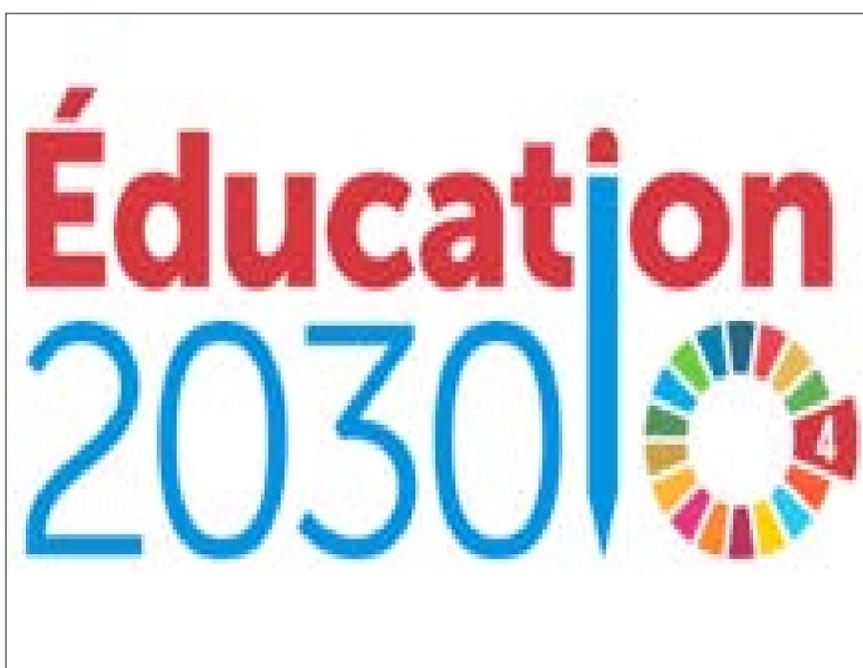
Félix T.

Education dans les pays en développement

La scolarisation, un défi permanent

Parmi toutes les régions, c'est l'Afrique subsaharienne qui a le taux le plus élevé d'exclusion de l'éducation. Selon les données de l'Institut de statistique de l'Unesco (ISU), plus d'un cinquième (1/5) des enfants âgés d'environ 6 à 11 ans, n'est pas scolarisé, suivi par un tiers des enfants âgés d'environ 12 à 14 ans ; et près de 60 % des jeunes âgés d'environ 15 à 17 ans ne sont pas scolarisés. La région fait donc face à une demande croissante d'éducation en raison de l'augmentation constante de sa population d'âge scolaire. Des mesures urgentes sont-elles en train d'être prises ?

Un sur trois enfants, adolescents et jeunes n'est pas scolarisé



L'ODD 4, pour une éducation de qualité

Les nouvelles statistiques de 2018 du nombre d'enfants non scolarisés dans le monde révèlent que, malgré les efforts menés pendant des décennies pour scolariser tous les enfants, les progrès sont au point mort. Selon les données de l'Institut de statistique de l'Unesco (ISU), environ 263 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes dans le monde (un sur cinq) ne sont pas scolarisés. Un chiffre qui n'a guère évolué ces cinq dernières années. D'après le nouveau document de l'ISU, le taux de progrès, ou l'absence de progrès, varie selon les groupes d'âge. Dans le cycle primaire, le taux d'enfants non scolarisés n'a guère évolué au cours de la décennie écoulée : 9 % des enfants en âge de fréquenter le primaire (âgés d'environ 6 à 11 ans), ou 63 millions, ne sont pas scolarisés. De plus, 61 millions d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire (âgés d'environ 12 à 14 ans) et 139 millions de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire,

soit un sur trois, ne sont pas inscrits à l'école. Ces jeunes âgés d'environ 15 à 17 ans sont quatre fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés que les enfants en âge de fréquenter le primaire, et plus de deux fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés que les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire.

Les nouvelles statistiques de l'ISU confirment qu'en Afrique subsaharienne, un sur trois enfants, adolescents et jeunes n'est pas scolarisé, les filles étant plus susceptibles d'être exclues que les garçons. Pour un garçon sur 100 en âge de fréquenter le primaire, 123 filles sont privées du droit à l'éducation. Les nouvelles données mettent également en évidence le gouffre qui existe entre les taux d'enfants non scolarisés des pays les plus pauvres du monde et ceux des pays les plus riches : les taux d'enfants non scolarisés du second cycle du secondaire s'élèvent à 59 % dans les pays à revenu faible du monde contre à peine 6 % dans les pays à

revenu élevé. Selon la directrice de l'ISU, Silvia Montoya, l'accès à l'éducation n'est qu'un élément du tableau. Nous sommes également confrontés à une crise de l'apprentissage : un sur dix enfants et adolescents n'atteint pas les seuils minimaux de compétence en lecture ou en mathématiques, alors que la majorité d'entre eux est toujours scolarisée. L'éducation doit remplir sa mission pour

chaque enfant, ce qui nécessite d'effectuer un suivi efficace pour veiller à ce que tous les enfants soient scolarisés et qu'ils apprennent ce qu'ils ont besoin de savoir. C'est pourquoi l'ISU, qui est la source officielle de données de l'ODD 4, élabore de nouveaux indicateurs sur l'éducation équitable et les résultats d'apprentissage.

Source: Unesco

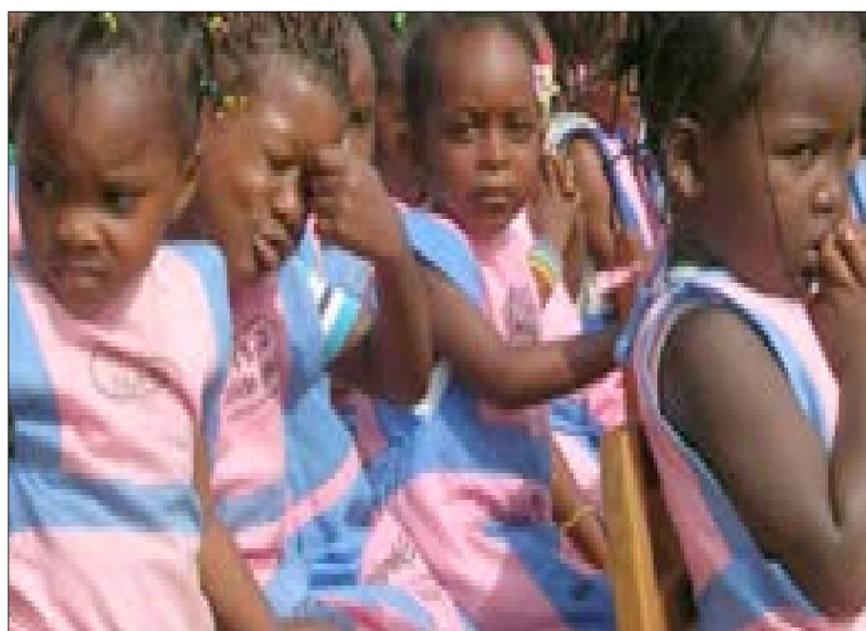
L'Unesco donne une mauvaise note à l'Afrique

Publié par l'Unesco, le rapport mondial de suivi de l'éducation 2017-2018, s'est penché sur la manière dont les États devraient « rendre des comptes » dans ce domaine. En effet, peu de pays, notamment parmi ceux en développement, réalisent un suivi de leurs actions. Et les résultats s'en ressentent. Ce rapport n'est certes pas exhaustif sur l'Afrique. Mais les pays sélectionnés donnent un aperçu pertinent de la situation. L'un des points soulevés en avant-propos est que, en Afrique subsaharienne, une partie des

élèves « ne peuvent pas lire après plusieurs années d'école ». C'est absolument flagrant dans les pays du Sahel, comme au Niger et au Tchad. Également, sur les treize pays d'Afrique dont les budgets alloués à l'éducation ont été étudiés, seuls trois (Mali, Burkina Faso et Côte d'Ivoire) l'ont augmenté entre 2010 et 2015. Enfin, la moitié des élèves, au mieux, commençant le lycée (premier cycle de secondaire) ne le terminent pas, comme le montre un autre schéma.

Source : Jeune Afrique

Implication de l'Unesco pour redresser la pente



L'éducation en Afrique est une priorité majeure pour l'Unesco et son institut de statistiques (ISU). En réponse, l'ISU élabore des indicateurs pour aider les gouvernements,

les donateurs et les partenaires des Nations unies à mieux relever ces défis. Par exemple, l'ISU observe dans quelle mesure les écoles manquent d'équipements de base comme

l'accès à l'électricité et à l'eau potable, tout en faisant un suivi sur les conditions de scolarité, de la disponibilité de manuels scolaires à la taille moyenne des classes et la prévalence des classes multigrades. Avec sept pays sur dix étant confrontés à une pénurie aiguë d'enseignants, l'Institut produit également un ensemble de données sur leur formation, leur recrutement et leurs conditions de travail. Pour aider les décideurs politiques à éliminer cette inégalité entre les sexes, l'ISU ventile tous les indicateurs par sexe dans la mesure du possible, tout en

produisant des indices de parité entre les sexes et en élaborant des indicateurs spécifiques relatifs à l'accès à des toilettes séparées pour les filles et pour les garçons, et la présence d'enseignantes qui peuvent servir de modèles aux filles et les encourager à poursuivre leurs études. Ce ne sont que quelques exemples de la façon dont l'ISU aide les gouvernements, les donateurs et les groupes de la société civile dans leurs efforts pour réaliser l'Objectif de développement durable 4 (ODD) et atteindre les enfants et les jeunes les plus marginalisés.

Faire mieux que les résultats enregistrés il y a quelques années

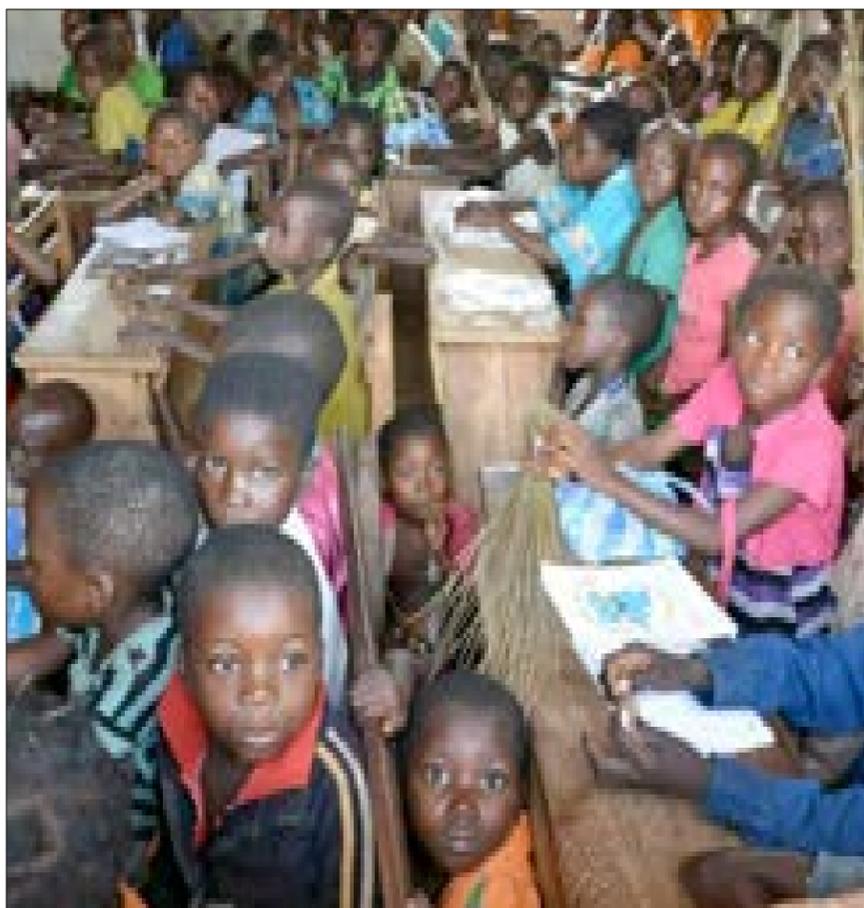


Lorsqu'on parle de l'évolution de la situation éducative en Afrique subsaharienne, c'est généralement pour tirer la sonnette d'alarme et mettre en avant le retard pris par la région. Or, cette vision pessimiste occulte l'ampleur sans précédent des efforts fournis dans un contexte de forte croissance démographique. Certaines idées reçues sont ainsi à confronter aux chiffres. Pour apprécier les réalisations éducatives de cette zone, il est important d'avoir une vision à long terme. Certains travaux récents permettent d'estimer les taux nets de scolarisation (TNS) entre 1820 et 2010 pour 111 pays dans le monde, dont 24 d'Afrique subsaharienne. De toutes les régions du globe, c'est cette dernière qui a progressé le plus rapidement sur la période 1995-2010. Le TNS au cycle primaire y est ainsi passé de 66,5 % à 90,7 %, soit

une amélioration de 24,5 points. Sur une période comparable de 15 ans, l'amélioration maximum a été de 13 points dans les pays développés (1865-1880), 15,4 points en Amérique latine et dans la zone Caraïbes (1940-1955), 18 points en Asie dans la zone du Pacifique (1935-1950) et 22,6 points en Afrique du Nord et Moyen-Orient (1965-1980). Sur la base de données plus complètes de l'Institut de statistique de l'Unesco, entre 1999 et 2015, les pays d'Afrique subsaharienne ont presque doublé leurs capacités d'accueil dans le primaire, multiplié par 2,5 l'accès au 1er cycle du secondaire, et quasiment triplé les chiffres concernant l'accès au 2e cycle du secondaire. La durée moyenne de scolarisation a donc progressé rapidement, passant de 6,5 années en 1999 à 8,8 années en 2015.

Source : Le monde Afrique

Une éducation de qualité, priorité à l'ODD 4



Aperçu d'une de classe (crédit photo Reuters Habibou Brangue)

Au total 29 indicateurs mondiaux et thématiques pour le suivi des progrès accomplis vers l'ODD 4. En tant que source officielle des données de l'ODD 4, l'ISU élabore les méthodologies des nouveaux indicateurs en travaillant avec les pays et les partenaires, en particulier par le biais du Groupe de coopération technique sur les indicateurs pour l'ODD 4-Éducation 2030 (GCT) et l'Alliance mondiale pour le suivi de l'apprentissage (GAML). L'ISU s'est également donné pour priorité d'améliorer la couverture et la disponibilité des données de l'ODD 4. Par exemple, les données relatives à l'indicateur 4 (proportion d'établissements scolaires disposant de l'électricité; d'Internet à des fins pédagogiques; d'ordinateurs à des fins pédagogiques; d'infrastructures et de matériels adaptés aux élèves handicapés; de l'eau potable; d'installations sanitaires séparées pour les filles et les garçons; et d'installations de base pour se laver les mains) sont maintenant disponibles pour 70 pays. Auparavant, l'ISU recueillait ces données simplement de pays d'Afrique dans le cadre d'une enquête régionale. Les données sont reprises par un large éventail de publications et de bases de données phares, comme les Indicateurs du développement dans le monde

(Banque mondiale), la Situation des enfants dans le monde (Unicef), le rapport mondial de suivi sur l'éducation (RMS) et le rapport sur l'état d'avancement des ODD (division statistique de l'ONU), et de nombreux d'autres.

Les systèmes éducatifs africains ont accompli des progrès considérables pour accueillir les nouvelles générations à l'école. Les pays et les familles reconnaissent l'importance de cet investissement en faisant de l'éducation une priorité, notamment dans leurs dépenses. Les retours sur investissement leur donnent raison, aussi bien par rapport aux gains individuels de revenus et de compétences que par rapport au développement économique et social des pays. Les systèmes éducatifs subsahariens restent cependant sous tension, à la fois pour répondre aux enjeux de scolarisation universelle de base dans un contexte de croissance démographique soutenue et pour assurer une qualité minimale de l'éducation qui garantisse le développement des compétences fondamentales des élèves. Si beaucoup de progrès restent à faire, il ne faut pas pour autant oublier les très grands progrès éducatifs de l'Afrique subsaharienne dans une perspective de long terme.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

En mémoire de



« Quant à moi, je suis déjà répandu en libation et le moment de mon départ est venu.
J'ai combattu jusqu'au bout le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi.
Et maintenant, voici qu'est préparée pour moi la couronne de justice, qu'en retour le Seigneur me donnera en ce Jour-là, lui, le juste Juge, et non seulement à moi mais à tous ceux qui auront attendu avec amour son Apparition. »
2 TIMOTHÉE 4: 6-8

Veuve Cécile Adjou AMOUZOU
dite "Femme Pressée"
Endormie dans le Seigneur le
30 mars 2019 dans sa 82^{ème} année

AVIS DE DÉCÈS

Les Préfets de la Kozah et de la Binah,
Les chefs des cantons de Lama, Lassa et Kétau,
Les familles **ALOUDA, AMOUZOU, TCHAMIYE, AWESSO, PAKA, LAOKPESSI, GNAKOU, N'GASSIBOU, MOZINO** de Lama Sahoudé,
Les familles **AMOUZOU, AVEINO, WELEKITI, ASSIMTI** et **BADEBANA** de Lassa haut.
Les familles **ALIDOU** et **TAHR** de Pèssaré, **ATCHOLI** de Tchare et **SANSANG** de Soumdina.
Les familles **SIMZA, BAKA** et **TELOU** de Pya Djamdé,
Les familles **ALOU, TACHOKE, TOYOU, AWIDJOLÉ, ANDJAO, BOUBOULQUA, AMEWUNU, KOUROUM, ESSE,**

M. Assimesso Kofi ALOUDA, ingénieur en informatique, fondateur de société d'informatique et du numérique à Paris,
M. Flavien AMOUZOU, Gérant d'Établissement à Kétau,
M. Constantin AMOUZOU, PDG du groupe CECO
M. Aklesso ATCHOLI, Secrétaire Exécutif du parti UNIR
Le Général **Pitalounani LAOKPESSI**, officier supérieur des FAT à la retraite.
Leurs frères, sœurs, cousins, cousines, enfants et petits enfants,
Vous remerciant pour les diverses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoigné lors du décès de leur très chère et regrettée mère, sœur, tante, nièce et cousine, veuve **Cécile Adjou AMOUZOU**, dite "Femme Pressée".
Décès survenu le samedi 30 mars 2019 dans sa 82^{ème} année.

Ils vous prient d'assister ou de vous unir d'intention aux cérémonies d'obsèques dont voici le programme.

PROGRAMME

● Jeudi 25 juillet 2019

-De 19 H à 21 H : veillée de prières et de chants oecuméniques au domicile de la défunte à Kétau, quartier ancien CMS, Maison **AMOUZOU**.

● Vendredi 26 juillet 2019

-9 H : messe de requiem à l'Église Grande Croix Glorieuse de Kétau.

-De 19 H à 21 H : veillée de prières et de chants au domicile Alouda à Lama Sahoudé

● Samedi 27 juillet 2019

-6 H : exposition du corps aux domiciles de la défunte

-9 H 30 : culte d'enterrement au Lycée des Montagnes suivi de l'inhumation au cimetière familial à Lassa haut.

● Dimanche, 28 juillet

Culte d'action de grâce en l'Église évangélique presbytérienne de Lassa haut. Les salutations d'usage seront reçues sur les parvis de l'Église.

Maison mortuaire, maison Amouzou à lassa haut. Quartier Gnakoudé

Photo du jour



Légendez et commentez l'image ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Q'tier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1^{er} étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Q'tier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Q'tier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63
LE MERLOT (Q'tier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le **NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »** Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Q'tier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss); Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Q'tier Baguida); Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel Communication, Location d'espaces Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Q'tier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Q'tier Adidogomé, carrefour des Franciscains); Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »; Q'tier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

Histoire drôle

Un homme avait trois problèmes :

- 1) Il était très pauvre,
- 2) Il n'a pas d'enfant avec sa femme
- 3) Sa mère est aveugle.

Un ange lui apparut et lui demande de faire un vœu juste un seul. Or sa femme veut un enfant ; sa mère veut voir et lui-même veut être riche...

Ah, quel embarras

Après sa réflexion, il dit sagement à l'ange : « Je veux juste que ma mère voit mes enfants mangent dans des assiettes en or »

Aussitôt tous les trois problèmes furent résolus.

Blague du jour



Je suis locataire dans une maison et je viens d'enceinter la fille du propriétaire. Il ya de cela trois mois. Les parents de la fille me disent rien et on se regarde. Leur fille est désormais avec moi. Les temps sont un peu durs ; dois-je continuer à payer la location ? Aidez-moi svp

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

BANQUE ATLANTIQUE
GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE



L'AFRIQUE EN NOUS

Avec vous, pour concrétiser vos aspirations



Présente dans les 8 pays de l'espace UEMOA, Banque Atlantique, filiale du groupe Banque Centrale Populaire, est porteuse de valeurs de Proximité, de Performance, de Citoyenneté et d'Innovation.

Banque Atlantique est engagée localement pour accompagner activement l'inclusion sociale et financière, moteur d'une croissance durable et inclusive.

Partenaire financier privilégié des politiques publiques et sectorielles, Banque Atlantique propose également des solutions innovantes et adaptées aux projets de vie. Sa gamme de produits et de services répondent d'une manière ciblée aux besoins de l'économie des pays, de la Grande Entreprise à la Startup, en passant par les PME et les ménages.

Banque Atlantique a l'Afrique chevillée au corps.

C'est pourquoi, elle soutient entre autres toutes les familles qui croient en l'avenir et aspirent au progrès.

CAN 2019

Les leçons à tirer des quarts de finale

Avec l'entrée en vigueur du Video Assistant Referee (VAR) en compétition, les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations se sont déroulés les 10 et 11 juillet 2019, sans grande surprise mais avec beaucoup de suspense et de grandes leçons à tirer.

Opposé à l'Afrique du Sud dans un 1/4 de finale qui s'annonçait palpitant, le Nigeria s'est arraché dans les derniers instants du match pour aller chercher une nouvelle demi-finale.

Le Sénégal se fait respecter, le Bénin rentre « la tête haute »

Après avoir réussi par avaler les Lions indomptables (Cameroun) et les Lions de l'Atlas (Maroc), les Écureuils du Bénin sont décidément rassasiés pour réussir à avaler les Lions de la Teranga (Sénégal). Au premier match des quarts de finale de la CAN 2019, le Bénin tombe "logiquement" face au Sénégal qui a été plus entreprenant offensivement. Les hommes d'Aliou Cissé ont réussi par sauter les verrous défensifs béninois, sur le premier tir cadré de la rencontre à la 69e minute: 1-0 en faveur du Sénégal par l'entremise du milieu d'Everton, Idrissa Gana. "Nous avons réalisé le maximum pour gagner ce match", a affirmé Aliou Cissé, sélectionneur sénégalais. Avec un Sadio Mané plus vivace en attaque et auteur d'une passe décisive,

Gana Gueye et Saivey, métronomes au milieu, le Sénégal a fait preuve de maturité en décidant d'insister dans l'axe béninois puisque les ailes étaient opaques. Une demi-finale pour les Sénégalais après 13 ans de disette, depuis 2006. Le Bénin a encore fait preuve de discipline défensive, mais n'a pas su profiter de ses temps forts, à l'image de la balle de but mal frappée par l'attaquant Poté. "Nous avons essayé de tenir le score nul le plus longtemps possible pour faire douter le Sénégal, mais hélas", dit le sélectionneur des Écureuils, Michel Dussuyer, qui est à féliciter pour avoir fait de cette équipe béninoise une fierté africaine et nationale surtout. Les Écureuils quittent la compétition mais peuvent se targuer d'avoir réussi leur CAN. Entrée réussie du VAR pour sa première apparition dans cette CAN. Leçon : plus on avance dans la compétition, plus l'expérience et les détails priment.

Le Nigeria a réussi là où l'Égypte a échoué

Tout le peuple sud-africain attendait un nouvel exploit de la part de leur



Les forces en présence

Bafana Bafana, comme face à la grande Égypte. Ce fut malheureusement le contraire face à des Supers Eagles en quête d'une nouvelle demi-finale. Tombeurs des Égyptiens en 1/4 de finale, les Sud-Africains se présentaient sûrs de leurs forces face aux Nigériens. Avec un début de match assez disputé, chacune des deux équipes attaquait mais n'arrivait à inquiéter l'un ou l'autre gardien. Plus tranchants, ce sont les Supers Eagles qui ont réussi à ouvrir le score à la 27e minute. Samuel Chukwueze reprenait en deux un centre d'Ahmed Musa suite et trompait Williamse gardien sud-africain. 1-0, score à la mi-temps avec une équipe d'Afrique du Sud qui n'a cadré aucune de ses frappes. En seconde période les Nigériens tentent de plier la rencontre sans réussite. Ils se feront punir à 72e minute sur la seule véritable occasion de l'Afrique du Sud. Un coup pied bien frappé que reprenait Zungu. Alors qu'ils

pensaient tenir l'égalisation, les Bafana Bafana vont se faire surprendre en toute fin de match, à la 89e minute après une mauvaise sortie de Williams qui permettait à Ekong de mettre le ballon au fond des filets suite à un corner. 2-1, les Nigériens se qualifient pour une nouvelle demi-finale, leur 14e depuis qu'ils participent à la CAN. Leçon : lorsqu'on est face à un plus gros que soit, on s'abstient de rater des franches occasions.

La Côte d'Ivoire se réveille tard, l'Algérie passe

La grande attraction des quarts de finale de cette CAN 2019 était la rencontre entre la Côte d'Ivoire et l'Algérie. Les Fennecs de l'Algérie, avant cette rencontre, sont invaincus avec aucun but encaissé. Mais les Eléphants réussiront par diverger le goal algérien en s'offrant l'égalisation grâce à l'attaquant Kodja, après l'ouverture du score signé Feghouli (1-1, temps réglementaire). Les Algériens parviennent à

éliminer les Ivoiriens dans les tirs au but (4-3). Les Eléphants sortent de la compétition avec leur plus belle prestation depuis le début de cette CAN. Ils ont été beaucoup entreprenants offensivement avec la volonté de posséder la balle, ce qui n'était pas le cas. Image démoralisante affichée par l'attaquant algérien Bounedjah, qui s'est montré très faible après son penalty raté en cours de jeu. Leçon : quand on retrouve tardivement ses marques, on le paie désagréablement. Madagascar le novice s'arrête avec les honneurs Les barrés de Madagascar ne parviennent pas à barrer la route aux Aigles de Carthage. A l'arrivée, la Tunisie fait la loi à Madagascar sur un score de 3 buts à 0. Les barrés de Madagascar s'arrêtent donc en quarts de finale. Une performance louable et brillante de Madagascar pour sa première participation à la CAN. Leçon : l'expérience fait la différence.

Attipoe Edem Kodjo

Sémassi FC

Le bureau exécutif reconstitué, Adayi Essowavana élu président

Le football club de première division togolaise, Sémassi de Sokodé, a procédé à la reconstitution de son bureau exécutif le samedi 13 juillet 2019, lors de son congrès extraordinaire délocalisé à Lomé. Bureau reconstitué comme suit.



Adayi Essowavana Ahmed

Depuis la démission de Foli-Bazi Katari, de la tête du club, le 05 février 2019, pour incompatibilité du ministre

de la Communication, des Sports et de l'Éducation à la citoyenneté et au civisme, Adayi Essowavana Ahmed, 1er vice-président, a

assuré l'intérim jusqu'alors. Les travaux du congrès ont abouti à la mise en place du nouveau bureau exécutif avec à sa tête Adayi Essowavana Ahmed, désormais président. Cet important évènement voit une nouvelle équipe dirigeante à la tête de Sémassi FC à l'orée de la saison sportive 2019-2020. « C'est une satisfaction totale, mais aussi un niveau de responsabilité. Nous envisageons de mettre tout en œuvre de sorte que notre club chéri retrouve ses jours de gloire. Sémassi de Sokodé est un grand club, un club qui a rayonné de par le passé. Notre ambition pour cette saison est de faire en sorte que les

turpitudes qu'a connues le club l'année dernière ne se reproduisent pas. Mais que Sémassi retrouve sa première place au niveau du football togolais et pourquoi pas au niveau international. C'est également l'occasion d'inviter tous les supporters, les anciens dirigeants et les anciens joueurs de Sémassi de Sokodé de nous assister dans cette tâche parce que c'est une responsabilité qui nécessite la contribution de tout le monde », a déclaré Essowavana Ahmed. Le nouveau bureau est composé comme suit : président, Adayi Essowavana Ahmed ; 1er vice-président,

Adayi Tchagouni ; 2ème vice-président (vacant). Membres: Tchakondo Sibabi, Toyi Kossi, Baba Touré, Sibabi Saïbou, Egbatao Tcha-Ibom et Yara Morou Aminou. Par ailleurs, le poste de trésorier général est supprimé pour non-conformité aux règlements intérieurs qui régissent le club. Ce congrès extraordinaire s'est déroulé en présence d'un représentant de la Fédération togolaise de football et du général Séyi Mémène, ancien président de Sémassi de Sokodé et membre honoraire de la CAF.

Attipoe Edem Kodjo

Evala en pays Kabiya

Les jeunes lutteurs sont dans les arènes

Depuis le samedi 13 juillet 2019, les luttes en pays kabiya communément appelées « Evala » ont démarré. Pendant une semaine, l'on assistera à de chaudes empoignades. Les toutes premières luttes ont eu lieu dans le canton de Pya en présence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, fils de la localité.

À l'image d'autres traditions, les Evala sont devenues incontournables dans notre pays. Cela est tout à fait normal, parce qu'il s'agit de la culture non seulement du peuple Kabiya, mais de tout le Togo. D'ailleurs depuis des années, les Evala attirent des touristes venant tant du territoire

national que des pays étrangers.

Pour le ministre de la Culture et du Tourisme, Kossivi Egbetonyo, il est tout à fait normal que les luttes Evala tout comme les autres fêtes traditionnelles cristallisent toutes les attentions. « Ces traditions nous ont été léguées par nos parents. Nous avons la responsabilité à notre tour de les préserver et de les léguer à nos enfants », a-t-il déclaré.

Pour profiter du caractère touristique de la lutte Evala, plusieurs activités

récréatives y ont été associées. Différents rites et cérémonies sont aussi associés à la lutte Evala afin de faire du jeune initié un adulte complet. Plusieurs étapes sont à franchir par tout lutteur pour atteindre la maturité.

Pour certains, ce n'est que le début. D'autres sont en cours d'initiation. Les plus anciens sont pratiquement à terme et espèrent bientôt finir le reste des cérémonies pour enfin devenir des membres à part entière de la société. Il faut

reconnaître tout de même que beaucoup n'accordent plus la même importance à ces traditions dont « Evala ».

Avec la modernité et l'arrivée de religions importées comme le Christianisme, l'Islam etc..., plusieurs familles ne se gênent plus pour sacrifier à la tradition. Au mieux, certains acceptent de faire la version chrétienne proposée par certaines églises. Mais cela garde-t-il toujours dans ce cas son originalité ?

E. Dadzie

Célébration du 14 juillet 2019

Marc Vizy relève d'importantes avancées démocratiques au Togo

Les Français partout dans le monde se sont rappelés l'importance que revêt pour eux la date du 14 juillet : la liberté. Ainsi au Togo, la cérémonie sanctionnant cette célébration a eu lieu à la résidence de l'ambassadeur de France au Togo. Les amis de la France que sont les Togolais étaient bien présents et avaient pour porte-parole le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur, le professeur Robert Dussey.



Faure Gnassingbé et Alassane Ouattara

Pour Robert Dussey, « en célébrant la France de la liberté, nous célébrons la liberté elle-même ». Citant Jean-Jacques Rousseau, il déclare : « L'Homme est né libre et doit le rester ». Le mardi 14 juillet 1789 est en effet la date à laquelle les Français ont unanimement choisi le chemin de la liberté. C'est la révolution française. Par la prise de la Bastille, ceux-ci ont semblé donner raison à ceux qui comme le professeur Robert Dussey s'expriment aujourd'hui

au nom de la liberté. La déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée par les Nations unies le 10 décembre 1948 ne sera que la consécration du désir de l'Homme de jouir de sa liberté. Selon Marc Vizy, l'ambassadeur de France au Togo, les Français n'ont pas perdu leur capacité à lutter pour plus de justice et de liberté. L'exemple est celui des gilets jaunes qui ont sérieusement secoué le pays il y a quelques semaines.

Toutefois, le peuple français connaît aussi les vertus du dialogue, ce qui a permis au pays de passer cette zone de turbulence sans trop de dégâts. Pour Marc Vizy, à partir du moment où la France a réussi à trouver la voie de la liberté, elle doit accompagner les autres peuples dont ceux d'Afrique et du Togo vers l'atteinte de cet idéal.

La menace djihadiste est une des motivations les plus importantes du

renforcement de cette coopération. Marc Vizy reconnaît que les Forces armées togolaises (Fat) sont les mieux entraînées et efficaces sur le terrain. Il existe une excellente collaboration entre elles et les forces françaises. D'ailleurs, des renforcements de capacité sont organisés régulièrement par des détachements français à l'endroit des éléments des Fat.

La France accompagne aussi

le Togo sur plusieurs plans dont l'eau et l'assainissement, appui aux ONG, formation des journalistes (Profamed), santé, sport, volontariat etc... et le pays compte soutenir la mise en œuvre du Plan national de développement (PND). Face à cette solidarité agissante, le professeur Robert Dussey ne peut qu'admettre : « la France est un allié sûr du Togo ».

Sur le plan politique, Marc Vizy salue la réussite des élections législatives du 20 décembre 2018 et les élections locales du 30 juin 2019. D'autre part, déclare-t-il : « la réalisation des réformes politiques avec l'intervention du mode de scrutin à deux tours est une importante avancée démocratique ».

Edem Dadzie et Félix Tagba

Artisanat

« Miato », enfin la vitrine pour l'artisan togolais

L'un des secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois de l'économie nationale, l'artisanat togolais, peut désormais se targuer d'avoir sa propre vitrine. Il s'agit du Marché international de l'artisanat du Togo (Miato) dont la première édition a été lancée ce jeudi 11 juillet 2019 par le ministère du Développement à la base, de l'Artisanat et de la Jeunesse à Lomé.

Le Miato vient s'ajouter aux mécanismes mis en place par le gouvernement togolais, afin de donner une visibilité aux talents qui évoluent dans le secteur de l'artisanat au Togo. Ce marché qui s'ouvrira du 25 octobre au 3 novembre 2019 au Palais des congrès de Lomé, a été placé sous le thème « Artisanat innovant, facteur de développement économique et social ». L'aspect développement

économique et social est pris en compte par ce marché parce que le Miato ne veut pas seulement faire connaître le génie et les potentialités des artisans togolais. Il se veut avant tout un outil de valorisation et de vente des produits des artisans. « Les participants attendus à cette manifestation sont les artisans, les entreprises artisanales et les sociétés commerciales spécialisées dans la vente des produits artisanaux

du Togo et des pays de la sous-région », informe le ministère du Développement à la base dans un communiqué dans lequel, il ajoute que le Miato sera un cadre privilégié de promotion des initiatives des jeunes entrepreneurs du secteur tels que ceux ayant bénéficié des mécanismes d'appui du gouvernement à l'entrepreneuriat. Près d'un million de personnes exercent une activité artisanale au



Table d'honneur lors du lancement par le ministre Victoire Dogbé (2ème à partir de la droite)

Togo, à titre principal ou secondaire. L'artisanat contribue à plus de 18% du PIB et à la réduction du déficit de la balance de paiement de 20%. L'organisation du Miato s'inscrit dans les axes 1 et 2 du Plan national de développement (PND) qui envisagent : l'organisation

tous les ans, de foires et salons pour promouvoir des produits artisanaux, faire du Togo un centre majeur du tourisme d'affaires dans la sous-région ouest africaine ; positionner le Togo comme un centre d'affaires commercial de premier ordre dans la sous-région.

R. Zakari

RIDUTO®

RIZ DU TOGO

1kg,

5 kg,

25 kg,

50 kg



Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

RIDUTO & RIDUTO RIZI sont des marques déposées